



Journée d'études

« L'appropriation des savoirs » Acteurs, enjeux, territoires, processus

14 avril 2015

**Appropriations croisées de savoirs et de savoir-faire historiques :
les historiens européens et africains à l'université d'Abidjan (années 1960-1970)**

Résumé

Marie-Albane de Suremain
CESSMA Paris-Diderot
UPEC ESPE de Créteil

L'enseignement supérieur a été très peu développé pendant la période coloniale en Afrique occidentale française et les indépendances du début des années 1960 ouvrent une période de rattrapage dans ce domaine, dans un contexte d'affirmation nationale des nouveaux Etats. L'université d'Abidjan est ainsi fondée en 1964 et le département d'histoire en constitue une composante jeune et dynamique à la fin des années 1960 et dans la décennie 1970¹. Ses effectifs augmentent tandis que la place relative des coopérants français diminue et que les enseignants africains deviennent majoritaires au

¹ Pour plus d'informations sur les aspects institutionnels concernant le département d'histoire au sein de l'Université d'Abidjan, voir Marie-Albane de Suremain, « Expérience de coopération et production de savoirs en sciences sociales, des historiens à l'université d'Abidjan » in Goerg, Odile, de Suremain, Marie-Albane (dir.), *Coopérants et coopération en Afrique. Circulations d'acteurs et recompositions culturelles*, revue *Outre-mers*, décembre 2014, p. 211-245.

début des années 1980. La production historique de ce département constitue un point d'observation privilégié pour comprendre les multiples processus d'appropriations, de réappropriations et de réinventions de savoirs et de savoir-faire en œuvre dans la discipline historique. L'essor des études universitaires historiques en Côte d'Ivoire, s'appuyant sur une coopération française relativement nombreuse à cette époque, ne se traduit pas par l'imposition mécanique d'une « discipline occidentale », avec ses sources et méthodes canoniques, mais plutôt par l'émergence d'un laboratoire de production historique inédite, animé par des historiens tant européens qu'africains. Ce dernier constitue un espace d'appropriation de nouveaux objets, de nouvelles sources et de nouvelles méthodes pour élaborer une histoire des sociétés africaines d'une manière originale et riche, dont les finalités sont aussi politiques.

Faire de l'histoire en Afrique : s'approprier de nouvelles thématiques et de nouvelles sources

Les pratiques professionnelles au sein du département d'histoire de l'Université d'Abidjan infléchissent la manière de faire de l'histoire, telle qu'on la pratique à cette époque en Occident, de multiples façons.

Tout d'abord en renouvelant la manière d'aborder des thématiques déjà en partie traitées, comme celle de la traite négrière et de l'esclavage par exemple. Il s'agit alors de s'intéresser à cette histoire en Afrique même et du point de vue de l'Afrique, et pas seulement dans l'espace atlantique ou américain (F. Renault, S. Daget). De nouvelles thématiques sont explorées, comme l'histoire des faits religieux à la manière des sciences humaines et sociales (J.-L. Triaud, B. Salvaing) ou comme une histoire sociale par le bas, pour mettre en lumière le point de vue d'acteurs souvent oubliés, telles les femmes africaines dans des mouvements insurrectionnels (H. Diabaté).

Ensuite, de nouvelles sources sont sollicitées et rigoureusement exploitées, notamment les sources orales (Cl-H Perrot, H. Diabaté...). Ce sont de nouvelles perspectives qui sont ouvertes pour connaître l'histoire des sociétés africaines, aussi bien pendant la période coloniale qu'antérieurement.

Mais il ne s'agit pas seulement d'accumuler ainsi de nouvelles données, c'est aussi l'occasion de susciter une réflexion et des débats très approfondis, conduisant à des renouvellements méthodologiques et historiographiques majeurs.

S'appropriier et renouveler la discipline historique grâce à de nouvelles sources et méthodes

Une critique serrée des limites des sources et traditions orales est effectuée, mais sans remettre en cause leur intérêt essentiel pour l'historiographie (H. Diabaté) et plutôt souligner ce qu'elles apportent de spécifique à la discipline scientifique. En permettant d'accéder à une autre conception du temps et du passé, leur usage conduit à une vision renouvelée de l'histoire de l'Afrique (H. Diabaté, Ch. Wondji).

La maîtrise des langues locales devient alors un élément central de l'enquête, en favorisant la confiance et l'échange avec les producteurs de sources orales. De même, la restitution du travail historique accompli gagne à se faire aussi dans ces langues, ce qui est expérimenté lors d'un colloque sur les origines de la ville de Kong, tenu en 1975.

Les historiens du département d'histoire de l'Université d'Abidjan en appellent à une histoire totale de l'Afrique, qui s'affranchisse des barrières disciplinaires et travaille en articulation avec l'ethnologie ou l'anthropologie par exemple (H. Diabaté, Ch. Wondi, E. Terray).

Pour quoi s'appropriier / se réappropriier l'histoire de l'Afrique ?

La portée et les enjeux d'une telle démarche historique renouvelée sont majeurs.

La réappropriation d'une histoire de l'Afrique par les Africains participe d'une démarche de conscientisation et d'émancipation politique (J.-P. Kipré, J.-N. Loucou). Celle-ci ne se décline pas seulement à l'échelle de la Côte d'Ivoire, mais de toute l'Afrique de l'Ouest, comme en témoignent les congrès des historiens africains réunis à Dakar en 1972 et à Yaoundé en 1975.

Cette réappropriation de l'histoire de l'Afrique doit bénéficier aux acteurs producteurs de l'information. En effet, les historiens du département d'histoire de l'Université d'Abidjan développent aussi une réflexion éthique, dont l'enjeu est de parvenir à combler le fossé entre l'histoire enseignée, l'histoire « savante » ou « moderne », et l'histoire racontée (J.-P. Kipré).

Enfin, pour eux et plus généralement pour les historiens d'Afrique de l'Ouest, s'appropriier ou se réappropriier son histoire, dans une démarche scientifique renouvelée, à la dimension politique et éthique, c'est aussi prendre une part active au

développement de son pays et de l'Afrique (C. Wondji, J-N. Locou, G. Cangah, S.-P. Ekenza).

La réflexion et les pratiques historiques développées dès la fin des années 1960 et dans les années 970 dans le cadre de l'Université d'Abidjan sont riches de démarches historiographiques et de perspectives renouvelées sur l'histoire de l'Afrique. Celles-ci se fondent à la fois sur une réappropriation créatrice par les historiens de l'Université d'Abidjan des démarches historiques telles qu'elles ont été jusque là normées en Occident, en fonction de thématiques présentant un intérêt dans le contexte ivoirien, mais aussi de nouvelles sources et méthodes pour élaborer une histoire de l'Afrique. Leur projet est que cette réappropriation d'une histoire renouvelée du continent serve à la fois aux historiens universitaires mais aussi plus largement à la société toute entière, aux acteurs et producteurs de savoirs concernés au premier chef, et qu'elle participe à la grande œuvre du développement de l'Afrique. C'est par là-même poser aussi la question du risque de l'émiettement universitaire en Afrique, derrière d'éventuelles barrières politiques nationales, limitant la coopération scientifique internationale.